

27/10/2008 17:50:00

Réforme de l'Etat: les villes moyennes ne veulent pas être "sacrifiées"

PARIS, 27 oct 2008 (AFP) - Les villes moyennes ont demandé lundi au Premier ministre François Fillon de ne pas être "sacrifiées" par la politique de réforme de l'Etat engagée par le gouvernement.

"Nous demandons solennellement au moment où est engagée la discussion budgétaire que les collectivités territoriales et singulièrement les villes moyennes ne soient pas sacrifiées sur l'autel de la Révision générale des politiques publiques" (RGPP), demandent ces villes dans une lettre ouverte à François Fillon et à plusieurs membres du gouvernement.

La lettre est signée du président et du vice-président de la Fédération des maires de villes moyennes (FMVM), Bruno Bourg-Broc (UMP) et Christian Perret (PS), et des autres membres, de droite et de gauche, de son conseil d'administration.

La RGPP a pour objectifs de mieux adapter les administrations aux besoins des usagers, tout en réduisant les dépenses publiques pour revenir à l'équilibre et en valorisant le travail des fonctionnaires. L'ensemble des mesures RGPP s'inscrit dans le cadre du projet de loi de programmation des finances publiques pour la période 2009-2011.

"Nos villes sont aujourd'hui inquiètes de la remise en cause du pacte financier qui liait depuis des années les collectivités territoriales à l'Etat", écrivent les maires des villes moyennes. "La fragilisation de nos ressources financières ne peut que nous conduire à revoir à la baisse nos investissements, à amputer notre capacité d'initiative et par voie de conséquence à accumuler les effets de la crise sur le contribuable local", ajoutent-ils. Ils soulignent que leurs agglomérations représentent un quart de la population française et réalisent près de 73% des investissements publics.

Désirant "être entendus et associés aux réformes en cours", ils font plusieurs propositions, notamment sur la taxe professionnelle.

"La plus importante et la plus dynamique de nos recettes (locales) ne doit pas être remplacée par une dotation provenant de l'Etat", indiquent-ils. Ils demandent que la réforme de la Dotation de Solidarité Urbaine (DSU), reportée à 2010, "ne pénalise pas les communes les plus pauvres" et que "soit respectée l'autonomie financière des collectivités Territoriales".

jlp/bbm/prh